

JEUDI 16 JUIN 2016

SOMMAIRE

- 1) Des propos indignes d'un Premier ministre
- 2) Manipulation de l'opinion publique
- 3) Le binôme dictateur...
- 4) La plus importante manif
- 5) Mélenchon va battre Hollande...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Jean-Claude Mailly (FO) répond à Manuel Valls : "Des propos irresponsables du Premier ministre"

Pierre Trouvé @Pierre3D

EN DIRECT sur #Periscope

Petit casseur solitaire pas dérangé dans son "oeuvre"

Brassard de police

Policier en civil faisant mine de ne rien voir

ENDED 4 839 Spectateurs



Jean-Claude Mailly, leader de Force ouvrière © Maxppp

Le numéro un de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, a réagi ce midi sur France info aux propos tenus le matin même par Manuel Valls sur France Inter. Le Premier ministre a notamment appelé le syndicat CGT à "ne plus organiser" de grandes manifestations à Paris après les violences qui ont fait une quarantaine de blessés mardi.

Après les débordements constatés mardi à Paris en marge de la manifestation contre la loi Travail, Manuel Valls a demandé mercredi matin "à la CGT de ne plus organiser ce type de manifestations sur Paris". Le Premier ministre a prévenu que "au cas par cas, car vous savez qu'on ne peut pas prononcer une interdiction générale, nous prendrons, nous, nos responsabilités".

"Ça suffit", lui a répondu Jean-Claude Mailly, leader de Force ouvrière, mercredi midi sur France Info. "Je considère que les propos du Premier ministre sont irresponsables", a-t-il lancé. "Je considère que sur l'antenne de France Inter ce matin, le Premier ministre a été un pyromane", a-t-il ajouté. Selon lui, "les casseurs, ça pénalise aussi les manifestants".



France Info Compte certifié @franceinfo
#LoiTravail Jean-Claude Mailly (FO) répond à Manuel Valls : "des propos irresponsables du Premier ministre"

La CGT renvoie Manuel Valls à "sa première responsabilité"

"Menacer d'interdire les manifestations est le signe d'un gouvernement aux abois", avait également réagi un peu plus tôt la CGT. Dans un communiqué publié mercredi midi sur son site internet en réponse "aux propos inacceptables du Premier ministre", le syndicat a notamment estimé que "la responsabilité du maintien de l'ordre et de la sécurité des manifestants incombe aux pouvoirs publics" dont Manuel Valls a "la première responsabilité".

662 procédures judiciaires en cours

Plusieurs commerces ainsi que l'hôpital Necker notamment ont été visés par des casseurs mardi en marge de la manifestation contre le projet de loi El Khomri toujours examiné par le Sénat. "Depuis le début des manifestations contre la loi Travail, il y a 662 procédures judiciaires qui ont été engagées qui concernent 753 personnes et 250 d'entre eux sont aujourd'hui incarcérés", a indiqué sur France Info Jean-Jacques Urvoas, ministre de la Justice.



II) Sur l'instrumentalisation des vitres de l'hôpital Necker - Témoignage d'un parent

"Lorsqu'ils mettent sur le même plan « émotionnel » des plaques de verres cassées et ces centaines de milliers de familles éprouvées, MM. Valls et Cazeneuve, n'ont-ils pas honte ?"

Un lecteur de lundi matin nous a fait parvenir ce témoignage à vif.

Hier, il y avait des centaines de milliers de manifestants dans les rues de Paris. En tête, des milliers de personnes, cagoulées ou non, syndiquées ou pas, se sont retrouvées pour tenir la dragée haute à un dispositif policier hors norme.

Je comprends facilement ce qu'il peut y avoir de désespérant là-dedans pour le gouvernement. Alors que l'on pouvait imaginer qu'au fil des semaines et des mois, la rue se fatigue et la violence soit de plus en plus isolée, c'est tout le contraire qui se passe : la peur de la police ne

dissuade pas.

Hier, les manifestants ont commis de nombreuses dégradations. Pour celles que j'ai pu constater, elles étaient toutes « ciblées » : banques, assurances et publicités. Je ne suis pas sûr que cela nécessite beaucoup de débat. Il n'est pas certain que le monde de la finance tremble à chaque fois qu'un distributeur de billet est vandalisé mais que la jeunesse y voit un symbole, je le comprends parfaitement. Qu'une assurance doive appeler son assureur et demander le coût de la franchise, je dois avouer que lorsque j'y ai pensé, ça m'a fait rigoler. Ces gens engrangent des milliards en ponctionnant la solidarité. Quant aux publicités détruites, c'est — malgré la méthode —, la meilleure chose qui puisse leur arriver.

Au milieu de tout cela, quelques vitres de l'hôpital Necker ont été brisées. Bien que les vitres en question n'aient pas d'autre rôle que celui d'isolant thermique : j'en conviens grandement, ce n'est pas très malin.

Certes, briser les vitres d'un hôpital, même par mégarde, c'est idiot ; mais sauter sur l'occasion pour instrumentaliser la détresse des enfants malades et de leurs parents pour décrédibiliser un mouvement social, c'est indécent et inacceptable. Et c'est pourtant la stratégie de communication mise en œuvre depuis hier, par MM. Cazeneuve et Valls. Allègrement reprise par la droite et relayée sur un plateau doré par tous les médias.

Je le dis d'autant plus volontiers que l'hôpital Necker, j'y ai passé beaucoup de temps et que la détresse et l'angoisse des parents d'enfants très malades, je vois particulièrement bien ce que c'est. Instrumentaliser cette souffrance à des fins aussi bassement politiciennes est abjecte.

Cette indécence est d'autant plus choquante lorsque l'on connaît la situation de l'hôpital public aujourd'hui. MM. Valls et Cazeneuve, « révoltés » du fond du cœur par cinq vitres brisées, le sont-ils autant par les conditions de travail effarantes des personnels hospitaliers ? Lorsqu'un généticien clinique doit travailler 70h par semaine car la direction de son hôpital n'a pas les moyens d'employer un nouveau docteur ni même une secrétaire, qu'elles en sont les conséquences sur tous ces gentils petits enfants malades au chevet desquels nos ministres accourent depuis hier ? Quand les aides-soignantes et les infirmières sont épuisées, usées jusqu'à la moëlle et rémunérées au minimum, qu'en est-il de la qualité des soins et

et de l'attention nécessaires à ceux qui passent des mois voire des années dans des couloirs d'hôpitaux ?

Lorsqu'ils mettent sur le même plan « émotionnel » des plaques de verres cassées et ces centaines de milliers de familles éprouvées, MM. Valls et Cazeneuve, n'ont-ils pas honte ? Et tous ces journalistes qui ont titré sur cet horrible assaut contre l'hôpital des « enfants malades », prennent-ils la mesure du sens de leurs mots ?

La palme de l'infamie revient évidemment à M. Cazeneuve qui a tout de même réussi à ajouter à l'équation le fils des deux policiers tués avant-hier.

Des centaines de milliers de personnes défient le gouvernement dans la rue. Une ou deux cassent le double vitrage d'un hôpital. Une ordure tue deux policiers à l'arme blanche. Leur fils de trois ans est en soin à Necker. M. Cazeneuve établit un rapport émotionnel, affectif et psychique entre ces deux séries de faits : le lutte contre la Loi Travail et son gouvernement, le choc produit par la brutalité de ce double meurtre et la situation dramatique de cet enfant. Si les jeunes émeutiers qui ont cassé les vitres de Necker ont été idiots, MM. Valls et Cazeneuve, eux, sont obscènes.

Plutôt que de courir les plateaux télé pour dire des conneries pareilles, retirez la loi travail, financez correctement les hôpitaux et épargnez aux enfants et à leurs parents votre ignoble instrumentalisation. Merci d'avance.



Un parent d'enfant très malade de l'hôpital Necker.

lundi.am/Sur

III) Manuel Valls et François Hollande menacent de ne plus autoriser les manifestations

Le HuffPost | Par Alexandre Boudet



Manuel Valls demande à la CGT de ne plus organiser de manifestations contre la loi Travail à Paris. | AFP

Le ton monte d'un cran chez Manuel Valls et François Hollande. Au lendemain des débordements qui ont émaillé le cortège parisien, notamment à l'hôpital Necker, le premier ministre a appelé la CGT à en finir avec les mobilisations comme celles du 14 juin. "Je leur demande de ne plus organiser de manifestation à Paris", a affirmé le chef du gouvernement sur France Inter.

Et si le syndicat venait à redemander une autorisation pour manifester son opposition à la loi Travail, Manuel Valls ne rejette pas d'un revers de main la possibilité de les interdire. "Au cas par cas, nous prendrons nos responsabilités", assure-t-il, précisant qu'on ne pouvait pas décider une interdiction générale.

En conseil des ministres, François Hollande a également rappelé ces principes. "Nous sommes dans un état de droit et de liberté, dont la liberté de manifestation et de faire grève. Mais il n'y aura plus d'autorisation de manifester si les conditions de sécurité des biens et des personnes ne sont pas garanties", a déclaré le président de la République, cité par le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll.

La CGT et son ambiguïté face aux casseurs

Cette requête est également formulée par le PS. Son premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis a demandé à la CGT de faire une "pause dans les manifestations", estimant qu'elle est "instrumentalisée" par les casseurs, au lendemain d'une nouvelle journée d'action émaillée de violences.

Depuis le début de la mobilisation le 9 mars, ce

sont "662 procédures judiciaires" qui ont été lancées et plus de "250 personnes ont été incarcérées", selon le ministre de la Justice Jean-Jacques Urvoas, interrogé sur France Info. "Alors qu'on interdise l'Euro", a-t-il également suggéré auprès de l'AFP.

Et le premier ministre de mettre Philippe Martinez face à ses propres responsabilités: "Quand on n'est pas capable d'assurer la sécurité, qu'on se laisse déborder par 700 à 800 casseurs s'y infiltrer, on n'organise pas de telles manifestations qui peuvent dégénérer", met en garde Manuel Valls. Il a également dénoncé "l'ambiguïté" de la CGT vis-à-vis des casseurs, de quoi mettre encore un peu plus de tension à 48h d'un rendez-vous entre le leader du syndicat et la ministre du Travail Myriam El Khomri.

Les syndicats y voient une provocation

Ces propos ont immédiatement été vus comme une provocation de la part des syndicats. "Menacer d'interdire les manifestations est le signe d'un gouvernement aux abois", a réagi la CGT dans un communiqué. La centrale de Philippe Martinez "tient à rappeler au Premier Ministre que, comme il n'est pas de la responsabilité des supporters d'assurer la sécurité dans et autour des stades de l'euro de football, de la même façon il n'est pas de la responsabilité des manifestants d'assurer la sécurité dans et autour d'une manifestation autorisée par la Préfecture de police".

"Les propos du premier ministre sont irresponsables", a aussi souligné Jean-Claude Mailly, sur France Info. "Sur France Inter, ce matin, le premier ministre a été un pyromane", ajoute le patron de Force Ouvrière.

S'il demande l'arrêt de la mobilisation, Manuel Valls n'est toujours pas prêt au moindre geste à l'encontre des manifestants. "Le gouvernement ne changera pas un texte qui est déjà le résultat d'un compromis avec les syndicats réformistes il y a plusieurs mois", a assuré le chef du gouvernement.

Pour lui, renoncer face à la CGT reviendrait à céder "alors que les syndicats qui ont accepté les compromis sur la loi Travail sont aussi représentatifs que la CGT".

IV) Loi travail, la plus grande des manifs

Par Rachida El Azzouzi, christophe Gueugneau et Mathilde Goanec

Contrairement au discours du gouvernement sur l'essoufflement du mouvement social, la manifestation du mardi 14 juin n'a pas été le baroud d'honneur annoncé d'une CGT marginalisée. C'est au contraire la plus forte mobilisation depuis le début du mouvement.

Vu du ciel, le pari est largement gagné. Un cortège serré et bruyant a traversé Paris de la place d'Italie aux Invalides mardi, rassemblant des centaines de milliers de personnes pour cette première journée de manifestation nationale depuis le début du mouvement contre la loi El Khomri. Selon les syndicats FO, CGT et Solidaires, plus d'un million de personnes ont défilé dans la capitale (1,3 million dans toute la France), alors que la préfecture de police de Paris a dénombré 75 000 personnes. Quelle que soit l'échelle retenue, c'est beaucoup plus que lors des grosses journées des 9 et 31 mars derniers.

Au ras du sol, tout dépend de l'optique choisie. Le gouvernement n'a pas tergiversé, insistant longuement sur les vitrines endommagées ou taguées tout au long du boulevard du Montparnasse, les abris de bus défoncés, et les affrontements entre les forces de police et le gros cortège autonome en tête (nous y revenons page suivante). Plusieurs policiers et manifestants ont été blessés.

Le ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve a même, à ce propos, allègrement mélangé les genres en appelant « tous ceux qui sont dans la violence à retrouver un peu d'humanité, de tolérance, en respect de ce petit enfant auquel nous nous devons de donner une image digne de la France » en référence au double meurtre de policiers dans la nuit revendiqué par l'État islamique.

Le cortège n'en était pas moins, pour une très large part, calme et bon enfant, concentré sur le retrait de la loi sur le travail, dont le texte est arrivé lundi 13 juin au Sénat. Partis à 13 heures de la place d'Italie, une partie des manifestants n'étaient pas encore arrivés à Invalides à 19 heures. « C'est énorme, j'ai rarement vu ça », assure David, cheminot venu de Bordeaux. Le fait que le gouvernement ait lâché du lest sur la convention relative au statut de sa profession n'entame pas sa détermination. « On peut dire ce que l'on veut, mais nous sommes dans le mouvement depuis le mois de mars. Et même si on a obtenu une convention collective de haut niveau, on sait bien que la loi El Khomri peut signifier pour nous aussi la régression sociale. »

David a fait le déplacement à Paris et il n'est pas le seul. Les portuaires et dockers du Havre électrisent le parcours avec leurs tambours, un Breton fend la foule avec son drapeau noir et blanc et une pancarte agrafée à son sac à dos : « Cazeneuve à Rennes, ni oubli ni pardon » (voir à ce sujet l'article de Karl Laske). Sur un camion, une jeune femme crie : « On ne s'est pas levé à une heure du matin pour rien ! On est à Paris, retrait de la loi travail ! »

Les délégations régionales ou départementales, arrivées en bus ou en train, expliquent la forte mobilisation du jour. Beaucoup de militants, surtout CGT, racontent que leur dernier déplacement dans la capitale remonte à 2010, à l'occasion du mouvement contre la réforme des retraites. Derrière la banderole CGT-Roanne, ils sont 200, explique Franck. « On est là et bien là. Cela fait trois mois que le gouvernement dit que le mouvement s'essouffle, mais c'est de l'enfumage. » Noël, syndiqué FO venu d'Aveyron, est parti à 3 h 30 du matin pour monter dans un car puis un train. « Je suis saisonnier, et ne travaille que 9 mois par an, mais je fais quand même 27 heures supplémentaires par mois. Pour le moment, elles sont majorées à 25 %, mais si on m'enlève ça, je serai encore plus précaire qu'aujourd'hui. »



Manifestation contre la loi sur le travail, 14 juin 2016 © Rachida El Azzouzi

Chacun sa vision du mouvement : bataille pour des acquis ou combat pour la survie. Pierre l'avoue bien volontiers : « À dix ans de la retraite, je me bats pour mes enfants, et pour conserver quelques protections. » « Petit cadre » dans la filiale d'un grand groupe œuvrant dans le domaine de la défense, il n'est pas syndiqué, est monté dans un bus CGT grâce à un copain, expérimente pour la première fois de sa vie une manifestation parisienne. « Ici, c'est anonyme, je peux me permettre. Chez moi, vu ma boîte, et même si je suis civil, ce n'est pas possible. »

Guillaume Brante, délégué syndical CGT pour le site Haribo d'Uzès, distribue à tout-va des tracts appelant à signer la pétition contre la délocalisation de la ligne chamallows en Belgique, ainsi que des sachets de bonbons multicolores. « FO et la CFE ont lancé une consultation sur le plan de compétitivité que la société nous propose, et qui prévoit quand même 110 suppressions de postes alors que notre entreprise ne s'est jamais aussi bien portée. Il a été approuvé à 63 % grâce au chantage à l'emploi. Pour le moment, la CGT est majoritaire, donc on peut quand même refuser l'accord mais si la loi El Khomri passe, c'est fini. Pour nous, c'est très concret ce qui se passe aujourd'hui. »



Guillaume Brante, délégué CGT chez Haribo © MG

Révision de la majoration des heures supplémentaires, possibilité d'accords offensifs sur l'emploi, réforme du licenciement économique, possibilité de référendum, les raisons de la grogne sont toujours aussi nombreuses. Des inspecteurs du travail, présents dans le cortège, pointent le risque d'une « focalisation sur l'article 2 », au cœur des tractations depuis l'arrivée du texte au parlement. « C'est un piège, souligne Yacin, qui travaille en Ile-de-France. Certains tentent de dire que si cet article est réécrit, le texte devient acceptable, mais pour ceux qui pratiquent le droit du travail tous les jours, il est évident qu'une série d'autres articles posent problème. »

« Ce serait quand même une sacrée victoire », note de son côté Fernand Gonzalez, ancien membre de la fédération métallurgie où œuvrait anciennement Philippe Martinez, et actuellement au bureau de l'Union départementale CGT du Lot-et-Garonne. « Mais faut pas se faire de cinéma, les enseignants sont bientôt en vacances, il va falloir tenir pendant l'été, c'est assez inédit. »

Dans le carré de tête, les leaders syndicaux sont assez réticents à dévoiler leur jeu, et l'étendue de la négociation à l'œuvre avec la ministre du travail, sous l'ombre portée de Matignon et de l'Élysée. Pour Philippe Martinez, l'objectif de la CGT « n'est pas simplement de supprimer l'article 2 de la loi, c'est toute la colonne vertébrale du texte qui est à revoir ». La CGT doit rencontrer le gouvernement vendredi. Mais le syndicat a déjà prévu deux nouvelles dates de manifestations, « au cas où », les 23 et 28 juin.



Le carré de tête syndical

À deux pas, Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, appelle lui aussi à poursuivre le mouvement même s'il a rencontré vendredi la ministre du travail Myriam El

Khomri, et l'a trouvée « attentive » à ses propositions. « Est-ce une amorce ou est-ce de la com' ? Je crois qu'elle a compris que tout le monde peut sortir par le haut de ce dossier. » FO est-elle donc prête à négocier, et à cesser le mouvement contre une réécriture de l'article 2 de la loi ? Éric Beynel, chez Solidaires, assure de son côté qu'il n'y a pas d'« hiatus » dans le front syndical : « L'intersyndicale reste soudée, la journée d'aujourd'hui est très belle et le mot d'ordre reste le retrait. Après, chacun sa stratégie. »

En tête, présence massive des autonomes

Loin des tractations de coulisses, et tout à l'avant, dans ce qu'il convient d'appeler la tête du cortège, la manifestation a également fait le plein. Selon un bon connaisseur de ce type de manifestations, c'est sans doute « l'une des plus grosses manifestations d'autonomes de ces trente dernières années ». Ce qui est sûr, c'est que le nombre de personnes portant coupe-vent, capuche noir et lunettes de soleil ou masque de plongée a atteint un niveau jamais observé ces trois derniers mois. Les deux heures suivantes, jusqu'à l'arrivée place des Invalides, ne sera qu'un lent piétinement, alternant charges, lacrymogènes, jets de pierre, vitrines brisées et tags sur les murs, ce qui ralentit tout le reste du cortège et lui donne son rythme. Les 300 « casseurs » infiltrés que dénonce régulièrement le ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve sont aujourd'hui au moins 1.000.



En tête du cortège autonome, mardi 14 juin © CG

Avant même que la manifestation ne s'ébranle, la foule stationnée était déjà repoussée à plus de 200 mètres de la place d'Italie, au niveau de la station de métro Gobelins, boulevard du Port Royal. Comme chaque fois, la banderole « Soyons

ingouvernables » servait de point de ralliement. Et comme chaque fois, des syndicalistes, comme des cheminots CGT ou des militants à SUD étaient parmi la foule. On dénombrait également les Jeunes écologistes, ou encore la CNT et Alternative libertaire. Un phénix de carton monté sur un caddie était « rené » de ses cendres, après avoir été brûlé lors de la manifestation du 1er Mai.

L'ambiance est motivée, les chants variés. Le cortège s'est élancé peu après 13 heures. La fête ne sera que de courte durée. Si la présence policière est plutôt discrète au début, à chaque croisement, les forces de l'ordre qui sont là pour empêcher la manifestation de dévier de sa trajectoire sont l'objet de jets de pierre, de pétards, voire de feux d'artifice. Très vite, la police, aidée de la gendarmerie, réplique. Le cortège est stoppé dès 14 heures.



Des gendarmes bloquent l'avancée du cortège © CG

On entend parler allemand, italien, sous les cagoules, quand d'autres slogans revendiquent l'appartenance à une région comme Toulouse, Clermont-Ferrand – apparemment en force –, ou encore Rennes et Nantes. Comme les fois précédentes, il n'y a absolument aucune désolidarisation dans ce cortège de tête. Quand les visages masqués entament un « Et tout le monde déteste la police ! », l'ensemble des personnes présentes reprennent en chœur. La violence du gouvernement et de ses policiers depuis le début du conflit social a vraisemblablement marqué les esprits.

Philippe et Pascale, masques sur le visage, ont marché vite. Sans s'en rendre compte. Les voilà dans le quartier Duroc, boulevard du Montparnasse, « dans le merdier », à quelques dizaines de mètres du face-à-face entre les CRS et les autonomes sous les nuages de lacrymogènes. Le cortège ne peut plus avancer. Les yeux

piquent, la colère aussi. « Le gouvernement a gagné. Voilà la CGT assimilée aux casseurs. Les images vont tourner en boucle. Uniquement celles-ci, pas les manifestants pacifiques qui revendiquent le retrait de la loi El Khomri pour de justes raisons », s'énerve Philippe.

Philippe a 58 ans, plus de 25 ans d'ancienneté dans un grand groupe dont il préfère taire le nom et un salaire qui dépasse à peine le Smic, 1 450 euros net. Il est ouvrier, venu de Rennes, une ville rompue aux violences policières depuis le début du mouvement contre la réforme du code du travail. Il a fait toutes les manifestations, sept jours de grève, soit plus de 500 euros en moins. « Mais cela vaut le coup de se battre ; je le fais pour les jeunes car moi, j'aurai une petite retraite mais vous, vous n'aurez rien », lance-t-il en nous prenant à partie.

Syndicaliste depuis une quinzaine d'années à la CGT – un coup d'arrêt à sa carrière, selon lui –, Philippe dit que « le problème, c'est l'Europe qui nous gouverne et qui fait que les patrons nous voient comme des charges et non comme des plus-values ».



Invalides, mardi 14 juin 2016 © Rachida El Azzouzi

Tandis que le cortège reprend sa marche pour quelques minutes de répit avant une nouvelle charge des CRS qui fera reculer la foule en l'arrosant de gaz, il raconte qu'il vote Front national, que « ce n'est pas incompatible avec son engagement syndical à la CGT ». « On peut être catho et à la CGT, pourquoi ne serait-on pas au FN et à la CGT ? » renchérit sa compagne Pascale, elle aussi encartée à la CGT. « Marine Le Pen n'aurait jamais fait une telle réforme. Avec elle, il n'y aurait pas eu cet article 2 sur l'inversion de la hiérarchie des normes », jure-t-elle. Le couple, des déçus du « socialisme », vote extrême droite depuis une dizaine d'années, « pas par adhésion mais par colère ». « On n'est pas d'accord avec tout ce que dit le FN mais tout de

de même, il dit des vérités sur l'Europe, l'assistantat », appuie Philippe. Au travail, il est complètement « démotivé » : « Les salaires n'augmentent pas. Un jeune qui rentre gagne quasiment autant que moi au bout de 25 ans d'ancienneté. »

Non loin de là, une colère, physique celle-ci, s'exprime. Le long du boulevard du Montparnasse, les vitrines de banques, d'agences immobilières, des magasins de luxe ou même des chaînes de fast-food sont systématiquement attaqués. Au croisement avec le boulevard Raspail, un homme s'écroule, touché au dos vraisemblablement par une grenade non explosée.

Selon L'Obs, qui a recueilli un témoignage de photographe présent au moment des faits, l'homme d'une quarantaine d'années « s'est pris une grosse bombe lacrymo dans le dos, une grosse bombe grise. (...) Il était debout au milieu de la rue, seul, quand les forces de l'ordre ont tiré. L'homme est tombé au sol, sur le ventre, inanimé. (...) La bombe lacrymo était enfoncée dans son dos, elle a fait un trou de 5 centimètres de diamètre ». Toujours selon ce témoin, la bombe « a continué à se consumer et à faire de la fumée, elle a fait fondre son t-shirt ». L'homme a été évacué par les pompiers. Rien n'avait filtré sur son état en début de soirée.



Un arrêt de bus ravagé sur le parcours © CG

Trois jeunes cagoulés s'immiscent dans le Starbuck aux vitrines explosées et ressortent avec des mugs aux couleurs de l'enseigne américaine. Un vieux routier des luttes de la CGT, descendu du Pas-de-Calais, les interpelle : « Vous n'avez pas honte ? Vous êtes venus pour ça ? Nous, on est là pour défendre le code du travail ! » Il n'a pas le temps de finir qu'il doit se réfugier derrière la porte cochère d'un bel immeuble haussmannien. Nouvelle charge violente des CRS qui fait remonter la foule.

Il ne s'y était pas préparé et manque de s'écrouler. Dans le hall, une dame en tailleur filtre les entrées et ne laisse passer que « les manifestants qui lui inspirent confiance ». Elle annonce une mauvaise nouvelle à un homme d'une cinquantaine d'années en chemise blanche et pantalon noir : « Ils ont brisé la vitrine de ton commerce ! » Il veut sortir, elle le lui déconseille, « c'est trop dangereux ».

Dehors, des explosions se font entendre. Des grenades. Une dame, d'une cinquantaine d'années, commissaire aux comptes qui connaît bien le monde de l'entreprise, se dit « atterrée devant tant de violences », dénonce « une CGT radicalisée, arc-boutée sur des privilèges d'un autre temps ».

Elle allait chercher des médicaments quand elle s'est retrouvée au milieu des manifestants. Un débat s'instaure dans le hall d'immeuble entre pro et opposants de la loi El Khomri et c'est le commerçant qui a le dernier mot : « Ce pays est impossible à réformer », avant de braver la foule et les gaz pour rejoindre sa boutique aux vitres brisées et appeler son assurance.

Quelques mètres plus loin, c'est un autre hall d'immeuble qui est rempli de manifestants. Ici, personne ne filtre les entrées, les portes sont grandes ouvertes. Des « street medics » y soignent des blessés, un journaliste, une étudiante. D'autres s'échangent du sérum physiologique, des gouttes d'huiles essentielles, des masques d'hôpital. Une brune, la cinquantaine, se réjouit devant tant de solidarité : « Ça rappelle Mai 68. »



Un manifestant harangue les CRS près de l'hôpital Necker © Rachida El Azzouzi

La grande affaire de la journée sera sans doute les vitrines brisées d'un bâtiment de l'hôpital Necker, situé sur le parcours de la manifestation. Des

manifestants cagoulés ont mis des coups de marteau dans certaines baies vitrées, un tag a été rajouté, indiquant « Ne travaillez jamais ». Il n'en a pas fallu plus pour que la classe politique réagisse et que l'AP-HP annonce déposer plainte. Sur les réseaux sociaux, certains tentent un rapprochement saugrenu, expliquant que l'enfant du couple policier tué dans la nuit par un terroriste en banlieue y était soigné (ce qui n'a pas été confirmé par l'hôpital Necker).

L'arrivée place des Invalides, destination finale de la manifestation, se passe sans heurts dès lors que les policiers se sont retirés de quelques centaines de mètres. Des gens s'assoient sur les pelouses, d'autres appellent leurs amis dispersés dans la foule. Le répit n'est que de courte durée. Alors que quelques policiers casqués sont pris à partie, d'autres se déploient, un camion lance-eau en appui. Des grenades lacrymogènes volent sur la foule éparpillée, alors même qu'une large partie du cortège n'est pas encore arrivée. Un groupe de cégétistes, venu de Toulon, panique, ne sachant plus comment quitter la place.



Place des Invalides, un canon à eau fait son entrée ©

Les minutes passent sans que la situation ne s'améliore. Aux jets de grenades lacrymogènes et autres grenades assourdissantes répondent des jets de pierre et des slogans contre la police. Un photographe quitte en boitant un des affrontements. Des "street-medics" portent un homme qui vient de prendre un tir de LBD (nouveau Flash-Ball) dans l'abdomen. Un deuxième camion lance-eau arrive sur la place, déversant la moitié de son contenu.

Une brèche s'ouvre vers les quais, des manifestants s'y engouffrent et gagnent le pont des Invalides avant que les policiers ne changent d'avis et n'assent ce qu'il reste de manifestants. Des « Libérez nos camarades » retentissent

cependant qu'une partie de ceux qui ont pu sortir lancent des appels à marcher vers les Champs-Élysées, ou vers l'Élysée, ou vers le Sénat. En fait, personne ne sait vraiment où aller. Les groupes se disloquent peu à peu. Des syndicalistes de la CGT ou de SUD regagnent leurs cars qui se trouvaient de ce côté de la Seine. Vers 19 heures, il ne restait plus grand monde dans le quartier.



Invalides, mardi 14 juin 2016 © Rachida El Azzouzi

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Sondage présidentielle 2017 : Mélenchon peut dépasser Hollande



Jean-Luc Mélenchon égale François Hollande et le dépasse même dans certaines hypothèses de premier tour, selon une enquête BVA-Salesforce.

Si Bruno Le Maire est candidat

Décidément, François Hollande est en posture délicate. L'actuel président de la République semble de moins en moins en mesure de se qualifier pour le second tour de l'élection présidentielle de 2017. C'est ce qui ressort d'une enquête BVA-Salesforce-Orange-presse régionale publié ce mercredi 15 juin.

Jean-Luc Mélenchon égale le chef de l'Etat et le dépasse même dans certaines hypothèses de premier tour. Le contexte actuel, avec de nombreux Français toujours opposés à la loi Travail, semble jouer en sa faveur.

BVA a travaillé sur quatre hypothèses de candidatures pour Les Républicains : Alain Juppé (sans François Bayrou), Nicolas Sarkozy, François Fillon et Bruno Le Maire (avec une candidature de François Bayrou). Quelles que soient les hypothèses testées, le score de Jean-Luc Mélenchon progresse de 2 points pour osciller entre 14% et 15%.

Si Nicolas Sarkozy est candidat



Si Nicolas Sarkozy représentait son parti, l'actuel président de la République arriverait en 4ème position seulement, derrière Marine Le Pen (28%), Nicolas Sarkozy (21%) et Jean-Luc Mélenchon (14%) mais ferait jeu égal avec François Bayrou (13%).

Jean-Luc Mélenchon arriverait en 3ème position (14%, +2 points), devant François Hollande (13%, -2 points).

Si François Fillon est candidat



Même scénario si François Fillon est le candidat LR : Jean-Luc Mélenchon recueillerait 15% des suffrages exprimés (+2) contre 14% pour le chef de l'Etat (-1).



François Hollande et Jean-Luc Mélenchon seraient également à égalité, à 15%, si Bruno Le Maire représentait Les Républicains.

Alain Juppé en tête

Selon BVA, Alain Juppé, avec 36% des voix, demeure le seul des candidats Républicains capable d'arriver en tête au premier tour devant Marine Le Pen.

Autres candidats potentiels pour Les Républicains, Nicolas Sarkozy reste relativement stable (21% ; -1 point), tandis que François Fillon connaît un très léger tassement (19% ; -2 points) alors que Bruno Le Maire se hisse à son niveau, avec 19% des voix également (+2 points).

Au centre, François Bayrou résiste plutôt bien, avec des intentions de vote variant entre 12% et 13% selon les hypothèses. Le Pen battue au 2nd tour

Dans 3 hypothèses sur 4, Marine Le Pen arriverait en tête du premier tour avec un score compris entre 28% et 29% des voix. Face à Alain Juppé, seul cas de figure dans lequel elle se qualifierait en 2ème position, l'écart se resserre également puisqu'elle progresse tandis que lui se tasse légèrement : elle recueillerait 26% des suffrages exprimés (+1 point) contre 36% pour le maire de Bordeaux (-2 points).

Dans l'hypothèse, actuellement la plus probable, d'un second tour opposant la présidente du Front national au candidat Les Républicains, Marine Le Pen serait battue.

Alain Juppé reste le candidat en mesure de la battre le plus largement, avec 70% des intentions de vote dans cette configuration. A l'inverse, c'est face à Nicolas Sarkozy que l'écart, bien que large, serait le plus serré. L'ancien président de la République l'emporterait avec 61% des voix.

- Enquête BVA-Salesforce pour la presse régionale et Orange réalisée par internet du 10 au 12 juin 2016 sur un échantillon représentatif

*de 1.001 Français âgés de 18 ans et plus, selon la
méthode des quotas.
Illustrations BVA.*

L'Obs Journaliste



A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog

www.overblog.com